

INTERVENTION COLLOQUE

« LA FRANCOPHONIE : QUEL PROJET POUR QUEL AVENIR ? »

19 juin 2014

CONFERENCE INTRODUCTIVE¹

« LA FRANCOPHONIE ENTRE NOUVEL ELAN ET MORT LENTE »

« CONTINUONS EN FRANÇAIS »

MICHEL GUILLOU

DIRECTEUR D'IFRAMOND

PRESIDENT DU RESEAU INTERNATIONAL DES CHAIRES SENGHOR

DE LA FRANCOPHONIE

Chers amis,

La finalité de ces XIVe Entretiens de la Francophonie est de réfléchir à l'avenir de la francophonie dans le processus actuel de mondialisation et, par

¹ Ce texte répond au questionnement de la note de problématique des XIVe Entretiens de la Francophonie rédigée avec Jean Tardif.

voie de conséquence, de contribuer à mieux définir les contours de la troisième francophonie qui progressivement prend le relais et prolonge, dans notre monde globalisé, la deuxième francophonie, celle de Léopold Sedar Senghor. Plus précisément, l'objectif est de proposer les axes d'une nouvelle ambition francophone qui pourraient orienter les travaux de l'Institut international pour la Francophonie² et d'identifier des pistes d'action concrètes et innovantes en fonction des défis que la mondialisation pose aux parlants-français. Nous espérons que ces travaux contribueront à dégager le cœur d'une stratégie d'actions communes qui renforceront la francophonie réelle pour en faire un laboratoire du pluralisme culturel et une alliance qui compte dans le monde à venir. Le résultat des débats sera porté à l'attention des responsables de la préparation du Sommet qui aura lieu à Dakar en novembre prochain. Ces travaux feront, par ailleurs, l'objet d'une publication dans la Revue internationale des Mondes francophones.

Comme francophone et comme Français, je ne peux taire ni mon espoir ni mon inquiétude quant à l'avenir de la langue française et de la Francophonie. Toutes deux perdent du terrain tout en intéressant, et de plus en plus, le monde. C'est cette situation paradoxale qui doit être examinée, expliquée et enfin dépassée.

Côté inquiétude, on ne peut faire l'impasse sur la vague uniformisatrice que génère la mondialisation financière et libérale actuelle avec comme modèle dominant celui du monde anglo-saxon et plus précisément celui des États-Unis. Pour la plupart des habitants de notre planète, c'est en Amérique que l'innovation est sacrée et la liberté individuelle reine, toutes deux étant les valeurs suprêmes, et que là se trouvent, plus qu'ailleurs, les lieux de progrès et d'enrichissement possibles. Cette perception s'est fortement accentuée avec le

² Inauguré le 19 juin 2014 par le Président Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie.

développement du numérique et des grands acteurs américains du secteur. D'un certain point de vue, nous sommes tous des colonisés.

Reste à savoir si la bonne politique n'est pas celle de la porte entrouverte. Le repli sur soi, la fermeture amènent indiscutablement au déclin et à la culture musée, mais l'ouverture à tout va comporte des risques d'assimilation et de culture calquée. Cette stratégie, pour être gagnante, implique **une volonté de continuer en français**, une fierté et une ambition retrouvée de faire connaître et valoir ses propres valeurs, et suppose l'existence de ce qu'on peut appeler un nationalisme de la différence. La Francophonie peut et doit apporter sa pierre à la morphogenèse d'un nouvel ordre international qui alliera ouverture internationale et retour vers les territoires. Elle doit agir en faveur d'une mondialisation humaniste et s'identifier comme un laboratoire de cette autre mondialisation.

À l'uniformisation culturelle s'ajoute le piège de la langue unique. Certes, il faut disposer du ou des outils linguistiques permettant de circuler facilement dans le « village global » ; et se pose donc, avec acuité, la question des choix linguistiques au niveau monde. Deux modèles existent : la langue unique et le multilinguisme³.

Les arguments des promoteurs d'une langue monde unique sont connus. Ils veulent disposer d'un véhicule linguistique commun à tous pour simplifier les échanges, faciliter le commerce, accélérer le progrès. Il est indiscutable que la langue unique permet de circuler facilement dans le village mondial, mais elle renforce, à coup sûr, le risque d'uniformisation des modes de vie sociaux et culturels et conduit à une acculturation au profit des valeurs et de l'universalisme que porte la langue unique, actuellement l'anglais. Partout dans le monde, les États réagissent en légiférant pour protéger leur langue (Brésil et

³ Le multilinguisme s'entend ici comme la connaissance par chacun d'au moins trois langues

Indonésie, par exemple) et adoptent pour certains des politiques de promotion linguistique à l'étranger (il n'y a qu'à voir la politique résolue de la Chine à travers la multiplication des Instituts Confucius).

L'autre choix stratégique, c'est le multilinguisme qui donne lui aussi accès aux possibilités recherchées de facilité de circulation. Il permet d'ailleurs d'acquérir si on le souhaite la langue dominante, aujourd'hui l'anglais, qui, d'ailleurs, au cours des années, est susceptible d'être remplacé suivant la donne géopolitique d'influence et de puissance des pays qui seront dominants. Le multilinguisme n'enferme pas dans un universalisme clos et impérial et offre une respiration vers d'autres cultures. C'est l'instrument de la civilisation de l'universel. Il permet d'accéder au global par la synthèse des différences. Facteur d'ouverture, c'est un antidote au repli identitaire et donc une composante fondamentale de la culture de paix.

La Francophonie peut être un acteur, un moteur du multilinguisme, car elle est un espace de considérable diversité linguistique où le français est en contact avec nombre de langues et où la majorité des populations est multilingue. On observe, par d'ailleurs, que la donne linguistique est en train de changer. Le multilinguisme s'installe avec la montée en puissance de langues de pays émergents tel le chinois et de langues-monde comme l'espagnol ; on le voit aussi avec le développement des pédagogies convergentes pour les langues nationales. L'avènement d'un monde multipolaire s'accompagne ainsi de l'avènement du multilinguisme au niveau international et local. Du fait de la Francophonie, le français a un rôle central à jouer dans cette mutation.

Toutefois, actuellement ce sont toujours, en avalanche, l'uniformisation et la langue unique qui s'installent avec souvent la complicité voire le soutien actif des élites. Un cas fait école, celui des élites françaises qui, au lieu de

promouvoir la Francophonie, font tout le contraire. En France, la trahison des élites est patente, quasi totale. Pour elles, **continuer en français** n'est ni une priorité, ni une volonté ; la fierté de parler français est abandonnée. Elles ne croient plus à l'universalité de leur langue.

Cette situation est catastrophique pour le pays en termes de puissance, d'influence et même d'existence en tant que Nation. On ne peut que dénoncer, et il faut le faire, la position suicidaire des décideurs français qui mettent au placard la langue française et la Francophonie considérées comme démodées. En fait, ils militent pour l'anglais, langue mondiale unique.

En réalité, la France n'a pas d'ambition francophone à droite comme à gauche de l'échiquier politique. Comme ailleurs la situation n'est pas plus brillante, le lien francophone est en train de se distendre. Il menace de se rompre.

Un décrochage se profile enlevant toute crédibilité à l'argument démographique qui fait état de quelque 700 millions d'Africains parlant français en 2050. Les Africains, en effet, se posent la question de la pertinence de leur choix en accusant la colonisation de leur avoir fait parler une langue qui ne leur semble plus utile pour réussir. L'abandon fait son nid dans la conscience collective. Des craquements se font entendre.

Il faut donc absolument se garder de l'optimisme naïf qui verrait l'avenir de la Francophonie lié à la démographie qui accroîtrait de façon quasi naturelle et automatique le nombre des parlants-français, en particulier en Afrique, et ce d'autant plus que l'usage du français recule dans les secteurs d'avenir, notamment dans les pays qui l'ont comme langue maternelle, ce qui sème un nouveau doute quant à son utilité. Aussi importante que sa position comme langue officielle ou de travail dans les organisations internationales, c'est, en effet, son utilité dans les secteurs névralgiques: enseignement, recherche,

technologie, communication qui conditionne son attractivité future et qui accroîtra le désir qu'elle suscite. Quel spectacle navrant de voir nos forces vives, dont les médias tout particulièrement, ne plus créer en français de nouveaux mots, ne plus traduire les mots anglo-saxons et même remplacer petit à petit les mots français par un vocabulaire américain. Triste époque où quasiment tout, y compris les entreprises et leurs produits, est dénommé en anglais. Il s'agit d'un suicide linguistique décrété de l'intérieur.

En France, on pratique ostensiblement l'« *anglo-french speaking* ». Ceux qui pensent autrement sont marqués au fer rouge. Le débat sur la loi Fioraso au printemps dernier témoigne de l'ampleur de la dérive. On peut d'ailleurs se demander, compte tenu d'un état des lieux largement dégradé et de la volonté affichée et claironnée par certains de ne pas appliquer la loi, si les dispositions de promotion du multilinguisme et de maintien du français comme langue d'enseignement seront respectées. Les amendements votés par le Parlement concernant l'enseignement en langue étrangère ne seront-ils donc que des affichages de posture sans suite effective ? Pour qu'il en soit autrement, il faut mettre fin à l'hypocrisie, changer de politique linguistique, opter pour le multilinguisme et ne plus sacraliser l'anglais comme matière obligatoire et langue seconde pour revenir à l'anglais langue étrangère certes très utile dans le contexte géopolitique actuel comme d'ailleurs, et de plus en plus, d'autres grandes langues internationales. Soulignons sans vouloir forcer le trait que dans sa majorité, le corps enseignant doute de la volonté réelle du gouvernement français de faire appliquer la loi Fioraso dans ce domaine. Pour rétablir la confiance et la crédibilité, il faut des actes.

Le bon sens est balayé. C'est ainsi que la France crée une université française au Vietnam en langue anglaise ! On attribue largement les difficultés françaises à l'exportation à une insuffisance de connaissance de l'anglais alors que de plus en plus de jeunes Français vont travailler dans cette langue à

l'étranger. On confond ouverture avec soumission. Ce qui est en cause, c'est le maintien à la table de notre vision humaniste et républicaine du monde forgée par le peuple français au cours des siècles.

En définitive, contrairement à ce qui devrait être sa vocation, la France apparaît malheureusement comme la championne du pessimisme envers la Francophonie, même si la plupart des pays francophones sont contaminés par cette attitude, y compris le Québec. La France donne donc le mauvais exemple. Cette position est d'autant plus contraire à l'intérêt du pays que la France ne peut espérer compter en Europe en négligeant sa langue et la Francophonie. C'est, cependant, ce qu'elle fait depuis des années, à tel point que la construction de l'Europe apparaît maintenant comme un poison pour la Francophonie.

Au vu de ces réalités, il ne faut pas minimiser les efforts considérables qui seront requis pour vaincre en France et en Francophonie l'indifférence et le scepticisme des milieux académiques, politiques, économiques et même culturels qui considèrent la Francophonie comme un avatar du passé, un regroupement artificiel sans prise sur les enjeux actuels les plus importants.

Mais, il y a place pour l'espoir quand on voit la forte demande de français de par le monde, sur tous les continents, aussi bien aux États-Unis qu'en Chine, au Brésil ou encore en Russie. Cette demande, dont il faut en comprendre les raisons, commande de repartir.

À cet effet, il faut faire une relecture du discours classique de l'attractivité francophone associée à une langue, à une culture, à des valeurs, à un sentiment de solidarité, à un potentiel économique et à des actions de coopération. L'analyse montrera, soyons-en certains, que cette attractivité historique est toujours bien réelle, mais que d'autres facteurs d'attractivité induits par la mondialisation doivent dorénavant être pris en compte. C'est là que se trouve

l'essentiel et que s'affirme la modernité redessinée de la Francophonie et de la langue française.

L'action de la Francophonie ne peut être comprise que si on définit son rapport à la modernité contemporaine. Elle a été à la fois le produit de la colonisation et de la décolonisation, ce qui peut d'ailleurs brouiller sa perception : « Françafrique » pour les uns, « négritude » pour les autres. Perceptions multiples et contradictoires. On pourrait résumer le problème et sa solution en énonçant de façon caricaturale que la Francophonie, ce sont les Lumières « françaises » et la négritude, les cultures nationales et la raison universelle, le plurilinguisme et non l'anglais pour tous ou l'esperanto. C'est dire combien elle est, avant tout et de toute part, métissage.

Le monde ne tourne pas autour de la Francophonie. Pour démontrer sa pertinence, sa crédibilité et son importance, il importe de pouvoir la situer dans le contexte de la transformation fondamentale que constitue la mondialisation. La mondialisation change de façon radicale les conditions d'interaction non seulement entre les États, entre les économies, mais aussi entre les sociétés et leurs cultures. Elle met en présence intensive et en concurrence des visions du monde, des modes de vie, des valeurs, des préférences collectives - donc des facteurs culturels - dont les différences acquièrent une portée politique et stratégique. Dans la bataille pour la conquête des esprits et des cœurs, la puissance ne tient plus seulement aux capacités militaires et économiques, elle est liée à la capacité d'exploiter des symboles dans la sphère médiatique globalisée. Contrairement aux prétentions ultralibérales qui érigent le marché comme valeur et instrument suprême, les questions identitaires qui émergent sous différentes formes montrent bien que les enjeux géoculturels ne sont pas réductibles aux enjeux géopolitiques et géoéconomiques et qu'ils constituent bien aujourd'hui des facteurs décisifs dans les rivalités de pouvoir. On ne peut prendre au sérieux la Francophonie comme un ensemble à fondement

linguistico-culturel sans comprendre la nature et l'importance stratégique de ces enjeux.

Un élément géopolitique est majeur : le besoin impérieux de dialogue interculturel. Ce dialogue, à côté des dialogues politique et économique, est indispensable pour la paix. C'est dire combien les grandes aires linguistiques organisées, les unions géoculturelles, sont importantes. Qu'elles soient anglophone, arabophone, francophone, hispanophone, les unions géoculturelles s'affirment. Elles ont un rôle essentiel à jouer dans le monde à venir. Ce sont de nouveaux pôles d'influence. Elles font substantiellement partie de la recomposition du système international. C'est de là, principalement, que la Francophonie, en tant qu'union géoculturelle de langue française, tient sa nouvelle attractivité. Elle est, de plus, parmi les unions géoculturelles, la plus avancée, la mieux organisée ; en quelque sorte, elle est un pilote. Voilà des facteurs d'attraction modernes et décisifs.

Quant à la langue française, son nouvel atout d'attractivité c'est d'être devenue une langue de partage, et le fer de lance du combat des langues contre la langue unique. Le français n'est pas une langue étrangère en Francophonie. Qu'il soit langue maternelle, langue seconde ou vernaculaire, il est avant tout et au-delà, la langue du dialogue interculturel des francophones. Reste à savoir si le français restera dans la course, ou si, à l'issue d'un suicide collectif impulsé par les Français, il redeviendra tout simplement une langue locale.

C'est donc par rapport aux enjeux géoculturels qu'il convient de chercher à démontrer la pertinence, l'originalité et l'importance de la francophonie et de son expression institutionnelle. C'est à partir de là qu'on pourra identifier les pistes pour actualiser et promouvoir son projet. Sans négliger les travaux sur l'historique ni minimiser ses importants acquis, il importe de s'interroger de façon systématique et suivie sur les enjeux majeurs auxquels doit répondre la Francophonie institutionnelle pour assurer la cohésion et le renforcement de la

francophonie réelle dans le contexte actuel et à venir. À partir de là, on pourra définir une stratégie francophone d'action capable de donner corps et force à une réelle communauté d'intérêt entre les pays membres.

Mais n'oublions jamais que le développement du sentiment d'appartenance des peuples à la Francophonie suppose qu'elle leur soit utile ! « Que pouvons-nous et devons-nous faire ensemble pour relever en priorité les défis qui nous concernent comme parlants-français et qu'aucun de nous ne peut relever seul ? » C'est cette question, base de tout projet politique, qui doit inspirer aussi bien la réflexion que l'action. Elle oblige à considérer la Francophonie non pas comme un simple espace de projection sur le modèle centre(s)-périphéries, mais plutôt comme la construction d'une aire d'échanges privilégiés entre ceux qui choisissent de s'y engager comme acteurs.

Elle peut permettre de concilier élargissement et approfondissement en retrouvant la raison d'être de l'Organisation internationale de la Francophonie et des Opérateurs francophones ainsi que les conditions de leur efficacité. Ouverte, la troisième francophonie l'est déjà, et de plus en plus, depuis le Sommet de Beyrouth, en 2002, qui s'est tenu un an après le drame du 11 Septembre à New-York et qu'on peut raisonnablement considérer comme son point de départ. Forte aujourd'hui de 77 membres, elle est composée pour plus d'une moitié d'États et de gouvernements qui n'ont jamais été colonisés, ni par la France, ni par la Belgique.

Ouverte, elle doit le rester pour accueillir les pays que le projet francophone intéresse et motive, à la condition qu'ils s'y engagent activement. Dans le même temps, elle doit être resserrée pour structurer de véritables espaces d'actions communes et d'échanges privilégiés dans tous les domaines : culturel, économique, médiatique, universitaire et scientifique.

En outre, sans ce resserrement, il ne peut y avoir un fort sentiment d'appartenance, et réciproquement. Dans les années 80 et 90 du siècle dernier, la Francophonie est allée dans ce sens. Cependant, elle le fait de moins en moins. Ces deux dernières décennies, l'élargissement a pris le pas sur l'approfondissement, déséquilibrant l'ensemble. Il n'est que temps de réunir des groupes de pays volontaires sur des programmes ciblés et utiles. Je partage la conviction de Pouria Amirshahi, député des Français de l'Étranger, chargé de la Francophonie au Parti socialiste et nouveau président de l'Institut de Relations Internationales, que l'alliance des « pays vraiment francophones est nécessaire sur la nouvelle carte des espaces géoculturels et linguistiques »⁴.

Cette approche impose de ne pas partir simplement du postulat que la Francophonie constitue un acteur international, mais de se demander plutôt quels objectifs doivent poursuivre ses institutions pour renforcer la francophonie utile, en particulier en termes d'emploi et de conditions de vie. Il y a lieu de se demander constamment, dans cette optique, si les institutions de la Francophonie apportent une contribution efficace au renforcement de la francophonie réelle alors que les États sont, pour une large part, défaillants.

Ce colloque a choisi de prendre pour point de départ, pour articuler la réflexion et l'action, trois axes majeurs qui n'épuisent pas le projet francophone, notamment son rôle comme acteur international. Mais ils peuvent constituer le cœur de son projet pour peu que l'on considère que la Francophonie institutionnelle doit avoir comme objectif principal et priorité absolu, le renforcement du potentiel commun que permet une langue partagée. Dans tous les cas, il faut poser de façon simultanée la question de ce que chaque pays doit faire chez lui et de ce que l'on doit faire ensemble.

⁴ Interview du 17 janvier 2014 dans le journal Sud-Ouest. Pouria Amirshahi est le rapporteur du rapport parlementaire 'Pour une ambition francophone' adopté à l'unanimité par la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale le 12 février 2014.

Le français langue d'avenir et l'enseignement du et en français.

Le français est le socle de la Francophonie : s'il s'effrite, que restera-t-il ? Les enjeux pour l'enseignement du français dans un contexte de concurrence sont considérables, déterminants pour l'avenir de la Communauté des parlants-français. Il faut prendre en compte la diversité des situations, en particulier suivant que le français est langue enseignée à tous ou langue choisie par les familles.

Dans les pays où le français est langue obligatoire, une réalité saute aux yeux : le manque d'enseignants bien formés et maîtrisant la langue française. L'écart est tel entre le besoin et l'offre qu'il est impossible en l'état de dispenser une formation de qualité et de la démocratiser. Cette situation ébranle l'ensemble du socle francophone et en compromet l'avenir. Pour y remédier, on a parlé de « plan Marshall » ou encore « d'Airbus francophone de l'éducation ». Quelle que soit la formule retenue, on ne peut échapper dans ce domaine à un effort mutualisé, coordonné et massif des forces francophones, qu'elles soient nationales, intergouvernementales ou relevant de la francophonie de proximité. Soulignons que la Francophonie a mené une expérimentation prometteuse mais limitée avec l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM). De plus, et par ailleurs, le multilinguisme est demandé en amont avec les langues nationales et vernaculaires, en aval avec d'autres langues internationales dont principalement l'anglais.

Dans les pays où la langue de scolarisation n'est pas le français et où l'enseignement du et en français résulte du choix des familles, on retrouve, pour que celles-ci fassent ce choix, le même besoin d'excellence et donc de formation des enseignants, mais avec en outre, pour répondre au souci d'assurer au mieux l'avenir des enfants, l'obligation d'offrir des parcours plurilingues. Il s'agit de former des francophones capables d'utiliser leur langue nationale, le français et une langue étrangère, l'anglais le plus souvent. **Alors, le français devient un**

plus. Les familles veulent, aussi la garantie d'une offre continue et complète de formation qui aille du primaire à l'université, c'est-à-dire jusqu'à l'emploi.

L'importance d'une francophonie universitaire qui ne soit pas uniquement formelle doit s'exprimer dans des réseaux de collaboration suivie. L'Agence universitaire de la Francophonie, après un élargissement réussi, doit se donner pour ambition le resserrement sur des projets-leviers telle par exemple la création d'universités, de masters, d'écoles doctorales francophones. Il faut mettre en place un **Erasmus francophone** et les outils nécessaires au rayonnement et à la diffusion de la formation et de la recherche francophone telle la constitution d'une banque de données bibliographique des publications scientifiques en langue française. Quant à l'Université Senghor d'Alexandrie maintenant bien assise et parvenue à maturité, le moment est venu de faire bénéficier d'autres régions, telles l'Asie du Sud-Est et l'Europe de l'Est, de son concept gagnant d'université régionale internationale.

Un espace médiatique commun.

Que voient, qu'entendent, que lisent les parlants-français les uns des autres? Les jeunes ne peuvent s'identifier comme francophones, et développer un sentiment d'appartenance, si on ne leur propose aucun élément d'identification attrayant et valorisant dans la sphère médiatique qui devient de plus en plus leur univers quotidien. Comment développer à cet effet plusieurs pôles de production et de diffusion d'émissions et de produits audiovisuels permettant de valoriser les cultures, l'innovation culturelle et les industries culturelles francophones ? Pour y parvenir, la Francophonie dispose déjà de TV5Monde dont on connaît à la fois les succès et les contraintes. Que convient-il de faire maintenant dans le cadre sans cesse bouleversé des nouveaux enjeux culturels ? Il faut envoyer aux populations l'image médiatique de ce qui est moderne, innovant, utile. La Francophonie doit à nouveau faire rêver.

L'imaginaire francophone n'est pas mort, il faut simplement le réactiver. À côté du rêve américain, projetons le rêve francophone.

Rappelons que le déficit de notoriété dont souffre la Francophonie est abyssal. Il en est de même de son absence de visibilité. Personne ou presque ne connaît les contours de la francophonie contemporaine, ni son rôle. Ces déficits sont une des causes principales du sentiment de ringardise et du rejet qu'elle provoque, qu'elle inspire. Le prisme colonial et néocolonial occupant les têtes. Les Chaires Senghor de la Francophonie forment à la Francophonie les jeunes, c'est-à-dire les décideurs de demain, et conduisent des actions de sensibilisation à la Francophonie destinées aux décideurs publics et privés. Il faut les consolider au travers du Réseau international qu'elles constituent. Quant aux populations, pour les informer et les sensibiliser, le plein concours des media est indispensable. Dans ce domaine, nous sommes malheureusement loin du compte, en France tout particulièrement.

Un espace économique réel.

La francophonie réelle est un archipel, et les liens économiques entre les pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie sont encore peu significatifs. Quelle est d'ailleurs la réalité - en termes et de nature et de flux - des échanges économiques entre les pays membres de la Francophonie, et pourquoi la Francophonie fait-elle si peu partie des préoccupations des entreprises ? Elles n'ont, en général, même les PME/PMI, ni réflexe ni envie francophones pour développer leurs activités, même s'il y a encore des industries qui se labellisent en français. Cependant, les espaces francophones sont riches de savoir-faire, de matières premières, de main-d'œuvre et de consommateurs (plus de 800 millions). Ils représentent un marché considérable. Dans quelle mesure la francophonie linguistique peut-elle favoriser le développement de ce marché et, en retour, s'appuyer sur ce marché pour assurer sa promotion ? Par ailleurs, existe-t-il un modèle ou des modèles économiques

francophone, ou encore un « management francophone », liés à la culture, aux valeurs, aux modes de raisonnement attachés à la langue française ? Peut-on imaginer, par exemple, pour dynamiser l'attractivité, d'attribuer un label francophone à des produits respectant des normes francophones ?

Comme dans toute économie globalisée, le développement d'un espace économique francophone appelle la formation d'entreprises francophones totalement inexistantes aujourd'hui, qui, fabriquant et exportant, en constitueront des piliers. Pour affirmer concrètement le lien entre francophonie et économie, pourquoi ne pas prendre en compte prioritairement les industries de la culture et de la communication, du fait de leur importance économique grandissante et surtout de la réalité et de la force de l'innovation culturelle et interculturelle francophones qu'elles expriment ? Sans elles, la diversité culturelle sera laminée et la convention internationale de l'UNESCO de 2005 pour la promotion des expressions culturelles restera un leurre. Pourquoi aussi, à côté de l'économie de la culture, ne pas se saisir de l'économie sociale et solidaire tels le commerce équitable et le micro-crédit ? Ne trouve-t-on pas dans ces deux domaines des gisements d'attractivité ?

Il faut se poser la question des outils adaptés au développement de l'économie dans les termes posés par la RIFÉ (Rencontres internationales de la francophonie économique)⁵. La francophonie économique suppose des facilités de circulation pour les entrepreneurs et les hommes d'affaires, des possibilités de financement des niches d'activité spécifiquement francophones, la mise en place d'un organisme de réseautage formant des francophones capables d'intervenir à l'international et de produire de la doctrine économique francophone.

Le cœur du projet de la Francophonie

⁵ www.ccfcmntl.ca/fileadmin%2Ftemplate%2Fcanadamon%2Fimg%2Fpubl

En définitive, dans ces trois domaines, que voulons-nous faire ensemble ? Cette question oblige à définir les objectifs, à préciser les modalités et les moyens des actions, à privilégier clairement les réseaux d'acteurs comme mode opératoire de la Francophonie.

Elle devrait être inscrite à chaque Sommet et en guider les préparatifs. Le Sommet devrait être l'occasion pour chaque membre de prendre les engagements concrets sur ce qu'il fera chez lui, et tous ensemble, le cadre des actions communes qui relèvent de l'OIF et des Opérateurs directs de la Francophonie.

Prendre en compte cette question dans la préparation du Sommet de Dakar de novembre prochain permettrait de définir les contours d'un projet qu'on demanderait au prochain Secrétaire général de porter. En procédant ainsi, on aurait quelque chance d'éviter les déclarations sans portée réelle. L'adhésion à la Francophonie doit se traduire par des engagements significatifs, vérifiables, de tous ceux qui choisissent de s'y joindre comme acteurs et non comme « passagers clandestins ».

L'actuel Secrétaire général de la Francophonie, le Président Abdou Diouf, a accompli un immense travail. Le pari d'une vraie organisation internationale francophone a été gagné. Il a achevé la construction de la seconde francophonie et porté la troisième sur les fonts baptismaux.

Aux chefs d'État et de gouvernement de dire ce qu'ils veulent. Mais sans nouvel élan, le pire arrivera : une mort, certes douce, mais certaine.

Enfin, insistons sur la nécessité de favoriser l'innovation et la création en Francophonie au lieu de la stériliser ou de la combattre comme trop souvent aujourd'hui, et sur l'importance capitale de faciliter la circulation des personnes, tout particulièrement celle des acteurs du développement, ce qui justifie

pleinement l'existence d'un visa francophone pour qu'étudiants, scientifiques, artistes, chefs d'entreprises puissent aller et venir facilement en Francophonie.

En définitive, il s'agit de savoir si nous gardons chevillé au corps l'idéal senghorien d'une civilisation de l'universel, fruit de la synthèse des différences, ce qui suppose que continuent à vivre ces différences, ou si au contraire nous voulons nous fondre dans le moule de la pensée et de la langue dominantes en renonçant, comme demandé et déjà fait par une partie de l'élite, à la langue française et à nos héritages. **À nous de dire si nous continuons en français.**